

GRET

Professionnels du
développement
solidaire

Les maraîchères
du site de Tionkuy
au Mouhoun.

LE PROJET EN CHIFFRES

- Période : de novembre 2013 à novembre 2017
- 2 provinces : Mouhoun et Nayala
- 73 villages d'intervention dans 11 communes
- 3 000 ménages pauvres ayant renforcé leur résilience
- 15 unités de transformation des produits forestiers non ligneux soutenues
- 10 sites maraîchers
- 56 paysans relais conduisant des champs écoles paysans
- Au moins 1 270 séances de sensibilisation, 38 000 personnes sensibilisées à la nutrition
- 72 points de vente fonctionnels de la farine infantile Misola
- Mise au point d'une boisson fortifiée pour les femmes

Projet Repam

Améliorer la résilience des populations pauvres et très pauvres et la sécurité alimentaire dans le Mouhoun

Au Burkina Faso, la Boucle du Mouhoun est traditionnellement connue comme le **grenier à céréales du pays**. Cette région se caractérise par une persistance de l'insécurité alimentaire malgré une production agricole suffisante. Les populations pauvres représentent deux tiers des familles, cette proportion étant une des plus élevées au niveau national. Un quart des enfants de moins de cinq ans souffre de malnutrition chronique et près d'un enfant sur dix de malnutrition aiguë.

Ce paradoxe s'explique notamment par des **comportements alimentaires** reflétant une trop faible diversité alimentaire et de fortes carences en micronutriments. Cette situation est liée entre autres à des modes de production essentiellement axés sur les céréales et le coton, et à un manque de connaissances par les populations des bonnes pratiques alimentaires. De même, les **pratiques alimentaires pour les jeunes enfants** sont inadaptées, notamment les aliments de complément au lait maternel ne sont pas de qualité suffisante. Les **inégalités de genre** dans la répartition des ressources et de la charge de travail au sein des familles nuisent aux pratiques

de soins et d'alimentation des enfants et des femmes enceintes et allaitantes.

De 2013 à 2017, le Gret a mis en œuvre le projet Repam destiné à **renforcer la résilience des populations**, financé par l'Union européenne, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI). Le projet a contribué à améliorer les pratiques agricoles des ménages pauvres et très pauvres en relançant les activités par la reconstitution du capital productif, et en appuyant la diversification des productions (dotation en intrants agricoles, animaux pour le petit élevage, appui au développement des unités de transformation des produits forestiers non ligneux et du maraîchage, accompagnés de formation), en appuyant la production et la diffusion de produits locaux fortifiés, et en réalisant des actions de sensibilisation sur la nutrition, en particulier pour les femmes et les jeunes enfants.

Situation avant projet

La Boucle du Mouhoun est caractérisée par des taux d'insécurité alimentaires élevés. Les populations pauvres et très pauvres, essentiellement des petits producteurs, sont les plus nombreuses et représentent 63 % des ménages de la zone. Cette proportion est l'une des plus élevées au niveau national. La prévalence de malnutrition chronique est également forte (30,9 % contre 32,9 % au niveau national), bien que la production agricole soit relativement importante.

Ce paradoxe (que l'on retrouve par exemple au Mali, d'où le nom de « paradoxe de Sikasso ») remet en cause la corrélation entre la production céréalière et la sécurité alimentaire. Il montre toute la complexité du lien entre la disponibilité des vivres et l'accès à une alimentation adaptée en quantité et en qualité suffisantes et répondant aux besoins spécifiques des groupes plus vulnérables, en particulier des jeunes enfants.

Objectifs et résultats attendus

Dans ce contexte, l'objectif du projet a été d'accroître les capacités de résilience des ménages pauvres et très pauvres de la Boucle du Mouhoun à travers la reconstitution de leurs capacités productives, le renforcement de leurs moyens d'existence et l'amélioration de leurs pratiques nutritionnelles.

Trois résultats étaient attendus :

Résultat 1. Les capacités de production des ménages pauvres à très pauvres sont reconstituées par la relance des activités et la reconstitution du capital productif.

Résultat 2. Les moyens d'existence des ménages sont renforcés par l'amélioration et la diversification de leurs productions et de leurs activités.

Résultat 3. Les connaissances et pratiques nutritionnelles des ménages sont améliorées par la sensibilisation et la mise à disposition des aliments fortifiés.

Pour cela, cinq volets d'activités étaient prévus : amélioration de la culture de céréales et produits vivriers ; création et renforcement des activités de petit élevage ; appui au maraîchage ; amélioration de la transformation des produits forestiers non ligneux ; sensibilisation des ménages à la nutrition, en particulier des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de 0 à 2 ans.

L'équipe du projet

Pour atteindre ces objectifs, l'équipe d'agronomes et de nutritionnistes du Gret composée de techniciens et d'animateurs, a travaillé en collaboration avec la Fepab et ses paysans relais, qui ont diffusé les messages techniques auprès des bénéficiaires, et effectué des démonstrations sur leurs « champs écoles paysans ».



3 questions à Ousmane OUEDRAOGO, chef de projet (Gret)

Quelle a été la stratégie du projet pour cibler les ménages les plus pauvres ?

Basée sur la méthode HEA (*Household economic approach*), la stratégie du ciblage des ménages pauvres a impliqué divers acteurs afin de minimiser les biais. Ainsi, les services clés de l'État (Agriculture, Élevage, Action sociale), les mairies des communes d'intervention et les Unions provinciales locales de la Fepab, ont été mis à contribution dans la validation de la grille et de l'approche des enquêtes ménages. Au niveau des villages, les comités mis en place pour la sélection et la validation des ménages pauvres, comprenaient les représentants des différents quartiers, des groupements villageois, des responsables coutumiers et des élus locaux. Ainsi, les résultats du ciblage participatif des ménages pauvres ont été approuvés à l'unanimité dans tous les villages.

Comment les appuis ont-ils été fournis aux agriculteurs ?

Les appuis aux agriculteurs ont visé à booster les productions de céréales et de niébé en première année, pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. À partir de la deuxième année, les appuis ont intégré les cultures de rente (sésame, soja) pour une amélioration des revenus. Le dispo-

sitif mis en place pour l'appui aux agriculteurs a combiné les renforcements de capacités et les subventions en intrants et équipements agricoles. En matière de renforcements de capacités, la première étape consiste à réaliser les formations ponctuelles de base sur les itinéraires techniques des cultures. Ces formations sont dispensées en prestation par les services publics d'agriculture. L'encadrement technique est assuré en continu par les animateurs endogènes et les paysans relais avec la supervision de l'équipe-cadre du projet. Il est conforté par les expérimentations dans les champs écoles paysans et les voyages d'échange d'expériences. Progressivement des techniques agroécologiques ont été introduites pour renforcer la durabilité de l'intervention. Ces techniques agroécologiques contribuent à améliorer l'autonomie des paysans. Des formations à la fabrication de compost, à la conduite de cultures associées en champs écoles paysans, et des techniques comme le zaï ou les bandes enherbées ont été menées dans le cadre du projet. Les sensibilisations ont également porté sur le lien entre diversification agricole et amélioration de la nutrition dans la famille.

Comment les autorités locales ont-elles été impliquées ?

Les autorités locales ont été impliquées dans le ciblage, notamment la validation de l'outil d'enquête et l'identification des villages bénéficiaires. En outre, elles ont participé et contribué aux événements de lancement du projet, aux journées promotionnelles des farines infantiles, aux foires, à divers ateliers, etc.

LES ACTIVITÉS DU PROJET



UNITÉ DE PRODUCTION ARTISANALE DE LA FARINE INFANTILE FORTIFIÉE À PASSAKONGO AU MOUHOUN



KAFANDO SIBIRI, BÉNÉFICIAIRE ÉLEVAGE DE 2016, À KAMANDENA AU MOUHOUN



PRODUITS DE L'UNITÉ DE TRANSFORMATION NYËTEGA TRANSFORMANT LE MIEL, DÉDOUGOU AU MOUHOUN



VISITE COMMENTÉE DES BÉNÉFICIAIRES AGRICULTURE DANS UN CHAMP ÉCOLE PAYSAN

Portraits de bénéficiaires

Lacina GARANE

Marié, agriculteur âgé de 45 ans, bénéficiaire en agriculture

Lacina Garane vit avec sa famille de six personnes dans le village de Siéna où le projet appuie 42 bénéficiaires en agriculture depuis 2014. Avant les récoltes de 2014, il avait des difficultés à subvenir aux besoins alimentaires de son ménage. La production agricole était insuffisante. La période de soudure variait de trois à quatre mois. Il ne pouvait pas également satisfaire convenablement certains besoins non alimentaires tels que les frais médicaux et de scolarité. Les principales cultures étaient le sorgho et le mil en association souvent avec le niébé et l'arachide. Il utilisait les semences tirées de sa récolte et n'appliquait pas d'engrais.

Avec le projet, les formations sur les itinéraires techniques de production et la participation aux différentes visites commentées ont permis d'améliorer ses connaissances et de mettre en œuvre certaines nouvelles pratiques agricoles. Les dotations en intrants et les appuis en labours lui ont permis d'avoir des niveaux de récoltes importants. De 2014 à 2016, il a eu en moyenne 450 kg de maïs, alors qu'avant le projet il n'en cultivait pas. Pour le niébé, il est passé de moins de 50 kg en 2013 à 300 kg et 120 kg respectivement en 2014 et 2015. Ce qui leur a permis de se nourrir normalement « sans crainte de manquer » et de permettre à son ménage de varier les repas. La production du sésame et soja a été commercialisée et le revenu a contribué à gérer les dépenses de santé et de scolarité. Par ailleurs, le revenu a également été utilisé pour acheter deux moutons. En ce qui concerne les sensibilisations sur la nutrition, la famille a été particulièrement touchée par les messages sur l'alimentation du jeune enfant et du nourrisson (ANJE). Le



Aicha Tamini donnant de la bouillie infantile fortifiée à sa fille de six mois (Tionkuy, Mouhoun)

chef de ménage achète souvent la farine infantile Misola et sa femme fabrique la farine ménagère améliorée pour un de leurs enfants âgé d'environ deux ans.

Enfin, il a noté être « armé » de connaissances et compétences pour continuer à produire suffisamment en mettant l'accent sur la diversification des cultures, l'utilisation de semences améliorées et la production du compost. Ce qui devrait lui permettre de mieux faire face à l'avenir aux poches de sécheresse et inondations vécues lors des campagnes 2015 et 2016.

Assita DIAKITE

Veuve, formatrice âgée de 60 ans, bénéficiaire en agroalimentaire

Assita Diakite est présidente de l'unité de transformation (UT) Nyetega. Avant le projet, l'UT transformait pratiquement tous les produits forestiers non ligneux. En ce qui concerne le miel, elle transformait annuellement près de 240 kg de miel et 400 boules de savon au miel.

Avec l'appui du projet, l'UT connaît une réorganisation en se spécialisant dans la transformation du miel. Les capacités techniques des membres ont été renforcées et les ventes de miel augmentent grâce aux formations sur la gestion-organisation et le marketing. La participation à quatre foires et à un voyage d'étude ont permis d'améliorer leur procédé de fabrication du miel, donc l'amélioration de la qualité du produit. L'UT est maintenant très visible. Actuellement, elles ont triplé leur production. Elles transforment près de 60 kg/mois de miel (soit 720 kg/an) et 100 boules de savon/mois (soit 1 200 boules/an).

Odette TAMINI

Veuve, agricultrice âgée de 55 ans, bénéficiaire en élevage

Odette Tamini est la cheffe de ménage d'une famille de six personnes. Elle vit à Kari, village situé au Mouhoun dans la commune de Dédougou. Depuis 2015, le projet intervient dans le village et appuie 63 ménages (élevage : 13, agriculture : 35 et maraîchage : 15).

Avant les appuis du projet en petits ruminants, elle avait trois têtes de moutons. Elle n'avait pas d'enclos et les animaux étaient attachés sous un hangar. Elle avait recours à des particuliers du village pour assurer les soins sanitaires ou achetait des « médicaments » au marché pour soigner les animaux malades. Les animaux étaient laissés en divagation pendant la saison sèche et étaient suivis par un berger en hivernage. Parfois, elle achetait le son de céréales et les fanes (arachide, niébé) pour améliorer leur alimentation.

Avec l'appui du projet, son cheptel actuel est de cinq têtes sans compter quatre mortalités enregistrées et deux ventes réalisées à 30 000 francs CFA. Cet accroissement a été possible grâce aux divers soutiens du projet. Les formations sur les bonnes pratiques d'élevage, les sensibilisations sur la fauche et la conservation d'herbes fraîches, les appuis en aliments de complément ont amélioré ses connaissances et réduit le déficit alimentaire de ses animaux pendant la période sèche.

Le message des donateurs

Maimouna SANON TRAORÉ



Chargée de programme sécurité alimentaire et nutrition à la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso

L'union européenne engage des projets de résilience dans les pays où des chocs récurrents fragilisent les populations vulnérables. Ils permettent d'assurer un pont entre l'aide d'urgence et le développement devant

permettre aux ménages vulnérables de se relever durablement pour être acteurs de leur développement.

Dans cette région de la Boucle de Mouhoun considérée comme le « grenier du Burkina », l'intervention du Repam a permis de mettre en lumière la vulnérabilité d'une partie de la population et son besoin d'accompagnement, tant en termes de production que de nutrition.

Amadou Mactar KONATE

Coordonnateur du Programme d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (Pasanao), projet mis en œuvre par l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA) de la CEDEAO et financé par l'Agence française de développement (AFD)



Le point fort du projet Repam est qu'il est innovant, notamment sur le plan de l'articulation entre l'agriculture, l'élevage, la transformation agroalimentaire et la nutrition. Le dispositif de mise en œuvre et les outils mis au point dans le Repam permettront d'alimenter la réflexion sur les PNIA (Plan nationaux d'investissement agricole) pour une plus grande intégration de la nutrition dans ces PNIA et une mise à l'échelle de cette stratégie.

Isabelle DUQUENNE

Responsable du programme Pafao, Comité français pour la solidarité internationale (CFSI)



Depuis les émeutes de la faim en 2008, le CFSI et la Fondation de France ont créé un fonds de soutien aux initiatives d'agriculture familiale dans sa fonction nourricière. En effet, l'agriculture familiale produit aujourd'hui plus de 80 % de l'alimentation des populations en Afrique de l'Ouest. Ce programme intègre dans son comité de suivi l'organisation paysanne Roppa.

Le programme regroupe des projets qui ont pour objectif d'améliorer la valeur ajoutée captée par les agriculteurs fami-

TÉMOIGNAGE
DU PARTENAIRE LOCAL

Abdoulaye OUEDRAOGO

Responsable du projet Repam auprès de la Fédération des professionnels agricoles du Burkina (Fepab)



L'action a été menée en partenariat avec la Fepab, organisation paysanne faitière qui compte aujourd'hui 225 000 membres. Elle est structurée en groupements au niveau villageois et en unions aux niveaux départemental et provincial. Le projet a travaillé plus particulièrement avec les unions provinciales de professionnels agricoles (UPPA) du Mouhoun et des groupements de producteurs de céréales (UGP-CER) du Nayala. Le travail de la fédération s'inscrit dans une dynamique de renforcement des acquis, de professionnalisation et d'autonomisation des unions de base.

En ce qui concerne l'apport du projet à la Fepab et à ses unions, la mise en œuvre des activités a permis aux Unions d'améliorer leurs dispositifs d'appui-conseil à travers le recrutement de producteurs relais dans tous ses villages d'intervention et le renforcement des capacités des acteurs (producteurs relais et animateurs endogènes, etc.) en termes de techniques d'animation, de conseil à l'exploitation familiale, d'agroécologie, etc. La mise en œuvre du projet a également permis aux deux Unions d'améliorer leur visibilité au niveau de la région, ce qui a contribué à raffermir leur relations de partenariat avec les services techniques déconcentrés de l'État présents au niveau de la zone, de nouer des relations avec d'autres partenaires techniques et financiers.

Pour ce qui est du cas de la Fepab siège, il convient de mentionner que les connaissances produites dans le cadre de la mise en œuvre du projet ont permis à la Fepab siège de disposer des données qu'elle utilise comme des évidences, dans le cadre d'un projet de plaidoyer pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable au Burkina Faso.

liaux, et d'améliorer l'alimentation des populations. Le programme Repam répond à ces problématiques.

Grâce à ce fonds, le CFSI a réuni 200 projets depuis 2009. 200 organisations africaines et 150 organisations françaises et européennes participent au réseau d'échange d'expériences et de réflexion autour du « consommer local ».

Relier les interventions en nutrition et le soutien des activités agricoles

À travers le Repam, le Gret a expérimenté une approche permettant d'optimiser les impacts de l'agriculture sur la nutrition :

- **L'éducation nutritionnelle** a été intégrée aux appuis apportés aux ménages : des animateurs spécialisés en nutrition sensibilisaient les ménages aux bonnes pratiques nutritionnelles, ces messages étaient relayés par les animateurs endogènes lors des activités agricoles. Des outils ont été mis au point à l'occasion du projet (boîte à images pour la sensibilisation nutritionnelle axée sur les activités agricoles, film sur la diversité alimentaire).
- Le Repam a œuvré à **améliorer la situation des femmes**, en grande partie responsables des soins et de l'alimentation des jeunes enfants : il a appuyé la génération de revenus pour les femmes; leur accès aux formations et voyages d'études; et la sensibilisation des hommes aux questions de genre.
- Les appuis productifs ont permis de **diversifier la production et les moyens d'existence** favorisant ainsi l'accès à une alimentation plus diversifiée, et réduisant les risques.
- Le Repam a permis **l'augmentation de la production d'aliments riches en nutriments**, notamment le niébé, le soja,

les produits maraichers, et le petit élevage. Il a appuyé de petites unités de production de farines infantiles fortifiées locales (Misola), les a aidées à renforcer leur stratégie commerciale, et a mis au point un aliment fortifié pour les femmes sous forme d'une boisson fortifiée.

- Le Repam a cherché également à **agir au niveau politique**, afin que les effets soient durables. Il a notamment contribué à sensibiliser les leaders paysans de la région à l'importance de la diversité alimentaire et de la lutte contre la malnutrition, et à animer des réflexions dans les cadres de concertations régionaux pour une meilleure prise en compte de la nutrition dans les politiques régionales. Il s'agit également de sensibiliser les politiques et autres acteurs sur le lien entre agriculture et nutrition.

Ciblage des bénéficiaires

Sur le territoire du projet, les communes et villages d'intervention ont été choisis parmi ceux où les unions membres de la Fédération des professionnels agricoles du Burkina (Fepab), partenaire burkinabè du projet, étaient présentes, et sur la base de leur vulnérabilité agricole.

Au sein de chaque village, le ciblage des bénéficiaires a été réalisé avec la méthode HEA (*Household economic approach*). Cependant, le ciblage n'a pas pu échapper à un certain nombre de biais (*cf. encadré ci-contre*).



Animation de groupe sur l'ANJE à Tionkuy, Mouhoun

CIBLAGE HEA ET COURTAGE D'UN PROJET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LA BOUCLE DU MOUHOUN

Azara NFON-DIBIÉ et Edmond LANKOUANDÉ
Communication au colloque « Saoati », 2017

La méthode HEA est un outil d'alerte précoce pour déterminer les groupes prioritaires devant bénéficier des appuis en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Adoptée au Burkina Faso au début des années 2010, son application est encore en phase expérimentale. Aboutissant à une classification des populations rurales et un ciblage fin des ménages pauvres et très pauvres, sa pratique par l'équipe Repam et d'autres acteurs montre certains biais. Il est constaté une part de subjectivité méthodologique (ambiguïté, imprécision des critères). Le poids des leaders d'opinion, agissant comme courtiers du développement, influe sur la qualité des résultats. La faible participation lors des assemblées générales – censées valider les listes établies – et l'absence de comités de plainte – dispositif extrêmement lourd et peu réaliste à initier, d'autant que les membres restent bénévoles – jouent également un rôle dans ce constat.

La méthode HEA est pourtant perçue par les communautés comme une avancée. La tendance actuelle pour combler ses imperfections va dans le sens d'une complexification : ajustements des critères, recensement exhaustif, recoupements. Ces mesures exigent des praticiens qu'ils maintiennent une présence rapprochée auprès des comités, présence peu réaliste dans un changement d'échelle de la méthode.

Amélioration de la résilience des ménages pauvres et très pauvres

L'implication du Centre international de recherche agronomique pour le développement (Cirad) a permis de préciser et de situer la notion de résilience.

Une étude quantitative a été menée au démarrage du projet pour déterminer la situation des paysans vis-à-vis de leurs productions et conditions de vie. En milieu de projet, une étude qualitative a été réalisée pour approcher la situation des bénéficiaires suite à une ou deux années d'appui. Enfin, en fin de projet, une étude quantitative a été menée pour évaluer la situation des bénéficiaires et des non-bénéficiaires par rapport à leurs productions et conditions de vie. Les enquêtes qualitatives ont montré que les bénéficiaires avaient bénéficié du projet pour améliorer leur production agricole et diversifier leurs sources de revenus. Les ménages utilisent les produits pour améliorer et diversifier l'alimentation du ménage, mais aussi pour payer certaines dépenses de santé ou de scolarité.

Travailler avec les plus pauvres

Les projets portant sur l'agriculture avec une organisation paysanne ciblent généralement l'appui aux agriculteurs « leaders ». Travailler avec les plus pauvres est une innovation. La vision des agriculteurs pauvres ou très pauvres par certains leaders était défavorable. La plupart d'entre eux considèrent en effet que la pauvreté est une conséquence de la « paresse ». Les études qualitatives ont montré que le projet a changé cette perception en prouvant que si les paysans pauvres sont dotés de moyens, ils peuvent, comme les autres, obtenir de bons résultats. Les actions du projet ont aussi permis aux bénéficiaires d'avoir une image plus valorisante d'eux-mêmes.

Production agricole, Santé & Nutrition

Outil pédagogique illustré



Partenaires financiers



Boîte à images illustrant les bonnes pratiques en matière de nutrition et de production agricole, réalisée dans le cadre du projet.



Les femmes de l'unité de transformation Sabarikadi, transformatrices de graines de néré en soubala, à Dédougou au Mouhoun.

Références

- Alpha A., *Impact du projet Repam sur les stratégies de résilience en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle*, rapport de mission, mai 2017.
- Boîte à image sur l'amélioration de la nutrition des ménages (Production agricole et nutrition).
- Fiche projet : www.gret.org/projet/resilience-populations-pauvres-tres-pauvres-securite-alimentaire-mouhoun/
- Film « Pour le bien-être de ma famille ».
- Joan L., *Au croisement entre deux mondes, le quotidien alimentaire du jeune enfant burkinabè*, rapport de stage de Mastère, 2017.
- Nfon-Dibié A. et Lankouandé E., *Ciblage HEA et courtage d'un projet de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la Boucle du Mouhoun (Burkina Faso) : quels ajustements et compromis ?*, Colloque « Saoati », octobre 2017.
- Revena A., *Résilience et sécurité alimentaire des ménages agricoles pauvres dans la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso*, rapport de stage de Mastère, 2017.
- Vontron S. et al., « L'intégration des concepts de résilience dans le domaine de la sécurité alimentaire : regards croisés », in *Cahiers d'agriculture*, 2016, 25.
- Vontron S., *Caractérisation de la résilience des exploitations agricoles face à l'insécurité alimentaire : diagnostic agro-socio-économique pour le projet Repam dans la Boucle du Mouhoun*, rapport de stage de Mastère, 2014.

Le Gret et la sécurité alimentaire

Le programme s'inscrit dans une réflexion initiée au Gret depuis plusieurs années, autour de projets pilotes sur les liens entre agriculture et sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les projets intègrent une dimension d'appui à l'agriculture et aux petites entreprises rurales pour l'augmentation et la diversification des productions et des revenus, et une dimension de sensibilisation des ménages sur les questions de nutrition, en particulier de la femme et du jeune enfant.

Les objectifs des projets du Gret dans ce domaine visent une meilleure couverture des besoins alimentaires des ménages ciblés par les appuis, une amélioration des connaissances, attitudes et pratiques en termes de nutrition, une augmentation/diversification des revenus, une participation plus active des populations ciblées et/ou de la société civile à des actions collectives pour influencer sur les politiques nationales.

Parmi les projets du Gret sur la même thématique, le projet Aina à Madagascar a pour objectifs d'améliorer la production de la petite agriculture familiale et la nutrition dans les ménages ciblés par le projet : www.gret.org/projet/actions-integrees-en-nutrition-et-alimentation-1

En savoir plus sur le projet Repam :
www.gret.org/projet/resilience-populations-pauvres-tres-pauvres-securite-alimentaire-mouhoun

Photos : © Gret

FINANCEMENT :

La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne, du CEDEAO et du CFSI.



Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité du Gret et ne peut aucunement être considéré comme étant le point de vue de l'Union européenne, du CEDEAO et du CFSI.

CONTACTS :

Au Burkina Faso :

Claire Kaboré, représentante du Gret au Burkina Faso :
 kabore@gret.org

En France :

Martine François, responsable de programme :
 francois@gret.org

www.gret.org